

Assemblée générale FDSEA

Plus de 150 personnes réunies à Moyrazès pour parler changement climatique

La FDSEA était en assemblée générale vendredi 10 janvier à Moyrazès pour parler des pistes d'adaptation de l'agriculture au changement climatique. Plus de 150 personnes ont assisté au débat nourri avec des experts en la matière et en présence des responsables d'organisations professionnelles agricoles, des élus départementaux, des parlementaires, de la préfète de l'Aveyron... et de Jérôme Despey, secrétaire général de la FNSEA.

Autour du changement climatique, la FDSEA a fait référence à une enquête menée par les étudiants de l'ADPSA, a invité Jean-Christophe Moreau de l'Institut de l'élevage, Sébastien Chatre de RAGT2n et Jérôme Reynier de CADAUMA Machines agricoles à s'exprimer sur les pistes d'adaptation de l'agriculture.

Et sur les sujets syndicaux, Laurent Saint Affre, président de la FDSEA, entouré des présidents de sections de production, Pierre Cabrit (président de Fil Rouge), Clément Chayriguès (membre de l'UNELL) et Marie-Amélie Viargues (membre de COSE) ont livré un bilan des Egalim, fait le point sur les marchés et l'export, les relations sociétales...

Jacques Molières, président de la Chambre d'agriculture, Anthony Quintard, président de JA 12, Philippe Jouglu, président de la FRSEA Occitanie ont complété les interventions.



Tour d'horizon syndical

Laurent Saint Affre, président de la FDSEA, a ouvert la voie des interventions des responsables de sections de production sur l'actualité syndicale. Il a évoqué les principaux sujets qui préoccupent les agriculteurs aveyronnais : les prix des productions à travers la loi de l'alimentation, la prise en compte des coûts de production, l'Agribashing, l'eau, les énergies, l'environnement, les prédateurs (loup, gibier...), les retraites...
Valérie Imbert pour la section bovins viande, a parlé du travail mené pour l'étiquetage de l'origine, l'approvisionnement local en partenariat avec le Conseil départemental et la Région, les marchés à l'export...
Thierry Agrinier pour la section ovins lait, a évoqué la non prise en compte de l'évolution du coût de production dans le prix payé aux producteurs.
Cyrille Guimauve espère pour les éleveurs ovins viande, une future PAC et un prix de l'agneau forts.
Patrick Solier, représentant Joël Mazars, ne veut pas que la production caprine soit l'oubliée des Etats généraux de l'alimentation.
Claude Falip pour la section bovins lait, a noté le retour positif des Egalim dans le prix du lait payé au producteur, «*lotin des espérances mais on veut y croire*». La tendance pour 2020 s'annonce positive même si le coût de production, lui ne diminue pas !
Sur l'emploi, René Debons a annoncé la sortie d'un guide à l'emploi qui accompagne les employeurs en agriculture.

Changement climatique : l'Aveyron s'adapte !

Jean-Christophe Moreau de l'Institut de l'élevage, Sébastien Chatre de RAGT2n et Jérôme Reynier de CADAUMA Machines Agricoles ont contribué à alimenter les discussions sur les pistes d'adaptation au changement climatique, pour l'élevage en évoquant notamment les axes de recherche et développement des semences variétales et de la mécanique agricole.

«Le changement climatique est une réalité : les températures augmentent partout dans le monde, les précipitations sont soumises à une plus grande variabilité», le constat de Jean-Christophe Moreau est clair. Ce changement climatique est la conséquence des émissions de gaz à effet de serre notamment depuis les années 70 et le développement des énergies fossiles, des transports, de l'habitat... Les émissions du secteur agricole,

elles, n'augmentent pas, excepté dans les pays en fort développement agricole, a assuré l'expert. Précisant qu'en France, 21% des émissions de GES sont d'origine agricole (dont 8% émises par les herbivores).

Quels impacts pour l'élevage ?

D'abord pour le bien-être des animaux qui produisent eux-

mêmes beaucoup de chaleur : à partir de 25° ils doivent faire un effort d'adaptation pour garder leur zone de confort, et à plus de 30°, ils peuvent être en souffrance. Les effets sont directs : en bovins lait, c'est moins de production, des TB et TP en baisse, des IVV plus longs, une diminution de la fertilité, un abreuvement en hausse...

«Nous sommes sûrs que les températures ont évolué et continueront d'augmenter tout comme l'évapotranspiration, il y aura donc plus de sécheresses. Les précipitations seront moindres sans que l'on sache précisément dans quelle mesure. Mais il est certain que nous n'aurons plus une année dans la moyenne : ce sera le chaos !», estime Jean-Christophe Moreau. La pousse de l'herbe, la gestion des prairies seront donc impactées. Les intervalles floraison - récolte seront raccourcis. Et l'ensilage du maïs sera avancé au 15 août ! Pour anticiper les baisses de rendement des plantes, plusieurs essais ont été menés comme le sorgho grain ensilé quand il n'y a pas la possibilité d'irriguer... Peut-être une solution alternative... Pour les prairies, la courbe de pousse sera forcément perturbée avec une hausse des rendements au printemps, une mise à l'herbe plus précoce, une hausse du ratio de fauche au printemps.



Jean-Christophe Moreau (Institut de l'élevage), Jérôme Reynier (CADAUMA Machines Agricoles) et Sébastien Chatre de RAGT2n sont intervenus lors de la table-ronde animée par René Debons.

face à ces aléas climatiques», pré-dit l'expert. «La clé est de proposer des voies d'adaptation gagnantes et des inter-actions permanentes face au changement climatique».

RAGT : s'adapter aux besoins

Sébastien Chatre de RAGT2n a présenté l'investissement réalisé par le groupe aveyronnais en matière de recherche variétale pour s'adapter au changement climatique. «Avant, notre critère de sélection était le rendement, aujourd'hui, la productivité est bien sûr toujours importante mais nous misons aussi sur la sécurisation du rendement». Les solutions génétiques portent sur la tolérance, la résistance. «Le changement climatique, on le vit depuis plusieurs années dans nos travaux de recherche parce qu'il faut du temps pour la sélection d'une fourragère (15 ans) ou d'un maïs (8 ans) pour offrir une meilleure réponse variétale». RAGT2n travaille aussi bien les variétés avec ou sans irrigation, des variétés qui s'adaptent au

leur consommation en développant par exemple, la transmission à variation continue sur les tracteurs (-2 litres/h, soit -20% et moins de CO2 rejeté). Des prototypes de tracteurs électriques vont arriver sur le marché, destinés surtout à la vigne et au maraîchage, aux collectivités). D'autres outils électriques sont déjà en vente : mélangeuse... De nouveaux outils permettent de réaliser des économies comme l'autoguidage GPS pour éviter les recouvrements sur les parcelles (moins de consommation et gain de temps), l'optimisation des parcours intra-parcellaire (calcul du parcours idéal), la modulation des doses d'engrais, le pilotage en temps réel de la pression des pneus (jusqu'à 8% d'économie de carburant)...», a-t-il cité.

Côté itinéraires techniques, les fabricants de matériels se sont adaptés au non labour, au TCS (Techniques Culturelles Simplifiées), aux semis sous couverts, au strip till (travail à la bande et non à la parcelle)... Des robots se développent aussi pour le lisier, repousser le fourrage, désherber mécaniquement... «Nous avons à gérer un antagonisme entre économies d'énergies et respect de l'environnement», avance Jérôme Reynier. Le débat sur la suppression du glyphosate en fait partie... En matière de pulvérisation, le progrès est aussi en marche à travers la recherche. Le travail porte sur un ciblage plus précis (18 - 24 m, capteur sur adventice...), une application pour repérer les zones à adventices pour drone qui transmet en direct au tracteur... Une nouvelle personne a été embauchée à CADAUMA Machines Agricoles pour faire connaître ces nouvelles technologies. «Il y a beaucoup de recherche et encore beaucoup de recherche pour obtenir une efficacité identique en étant plus économe», a conclu Jérôme Reynier.

Eva DZ

CADAUMA : des outils pour s'adapter

CADAUMA Machines Agricoles contribue à apporter des solutions au changement climatique : cela passe par des économies d'énergies, des modifications des itinéraires techniques... Jérôme Reynier a présenté les innovations réalisées mais aussi les projets en cours et à l'étude pour adapter le matériel agricole. «Les moteurs thermiques ont beaucoup évolué pour baisser

Egalim, marchés et relations sociétales

Les effets de la loi Egalim pour la filière laitière

Clément Chayriguès : «L'UNELL* et Lactalis ont signé un accord cadre en novembre, qui concrétise la prise en compte du prix de revient et des indicateurs de mise en marché dans la formule de prix, une formule de prix qui se répartit entre le marché PGC France (50%), le marché PGC export (20%) et le marché des produits industriels - bœuf et poudre (30%). Nous aurions aimé que la négociation aille plus loin mais la loi nous permet de commencer une nouvelle histoire. L'évolution sera positive si tous les acteurs de la filière prennent en compte les coûts de production dans l'ensemble de leurs prix. Pour 2020, la hausse est confirmée avec un prix à 365 euros/1000 L. La pression syndicale couplée aux efforts des OP adhérentes de l'UNELL a été décisive dans l'élaboration de cet accord - cadre».

Les effets de la loi Egalim pour la filière viande

Pierre Cabrit : «Participer aux travaux des Etats généraux de l'alimentation a été une première ! Deux objectifs ont été partagés par l'ensemble des acteurs de la filière jusqu'à la distribution : la montée en gamme et la juste rémunération. En concertation, les discussions ont abouti à une référence d'un coût de production valide et intégré dans l'accord - cadre. Tout contrat de viande en label rouge est calqué sur le modèle de la contractualisation incluant le coût de production. Les outils sont là et les premiers contrats se signent. Nous l'avons vécu récemment avec Carrefour (lire VP du 19 décembre). Il nous appartient désormais de faire vivre ces outils, les organisations de producteurs doivent se mettre en ordre de marche pour travailler à la construction des formules de prix.



Marie-Amélie Viargues, Jérôme Despey, Laurent Saint Affre, Anthony Quintard, Pierre Cabrit et Clément Chayriguès.

Nous y arriverons si nous sommes soudés».

Pierre Cabrit est également intervenu sur les opportunités de la filière bovine à l'export. «A côté du marché historique vers l'Italie, des opportunités s'ouvrent notamment sur l'Algérie. Ce pays répond en plus pleinement à nos objectifs d'une montée en gamme et d'une rémunération à la hausse. Mais il faut rester très prudent sur ces nouvelles ouvertures car elles restent fragiles sur des marchés ultra-libéraux et sur les exigences sanitaires».

«Face aux attentes sociétales, ne pas se victimiser !»

Marie-Amélie Viargues, membre de l'association COSE, a expliqué le travail de communication engagé : «Nous sommes en partie responsables de ce qui nous arrive parce que nous n'avons pas toujours communiqué sur notre métier, sur nos pratiques et aujourd'hui les seules réponses qu'ont les consommateurs sont les vidéos réalisées par des imbéciles qui ne connaissent rien à notre métier ! Or nous sommes nos meilleurs avocats : dans nos familles, auprès de nos voisins, des consommateurs, dans les écoles, dans les médias... Nous ne devons

Eva DZ

* Union Nationale des Eleveurs Laitiers Lactalis

Les jeunes y travaillent !

Dans le cadre de leur formation, les étudiants en BTS ACSE à l'ADPSA travaillent sur un module «changement climatique». Ils ont analysé les données météo de trois villes en Aveyron (Laguiole, Rodez et Millau) de 1980 à 2015 et ont formulé des projections pour 2050 : En 10 ans, Laguiole a vu sa température de l'air augmenter de 0,31°, sa pluviométrie baisser de 31 mm.

En 10 ans, Rodez et Millau ont vu leur température de l'air augmenter de 0,30°, leur pluviométrie baisser de 56 mm pour Rodez et 30 mm pour Millau et l'évapotranspiration en hausse de 37 mm pour Rodez et 34 mm pour Millau.



Ophélie, Dorian et Marie, étudiants en BTS ACSE 2^{ème} année à l'ADPSA, accompagnés de leur formatrice, Lucie.

à l'eau disponible pour la vigne).

Les étudiants ont aussi échangé avec Romain Saby, apiculteur à Mayran, propriétaire de 300 ruches. Il a constaté une mortalité de 30% de ses abeilles en raison des températures trop élevées, des hivers plus doux... Les reines n'arrêtent plus de pondre ce qui perturbe le cycle des abeilles. Les parasites comme le varro et les prédateurs comme le frelon asiatique, s'installent. La diversité florale diminue, les fleurs produisent moins de nectar en raison du manque d'eau... Les agriculteurs comme les apiculteurs peuvent mettre en place des solutions pour remédier à cette problématique : semis de cultures plus précoces au printemps, plantation de haies, plantation d'espèces mellifères, transhumance des abeilles,

amélioration de leur alimentation (levure de bière)...

Les étudiants ont rencontré des responsables d'AgriVieur pour étudier l'impact du changement climatique sur la ressource en eau. Avec la chaleur, les cultures auront besoin de plus d'eau, leur développement sera accéléré. Des actions sont mises en œuvre pour gérer, économiser et protéger la ressource (aménagement des berges, clôtures...).

Ils ont présenté un outil de diagnostic, CAP'2ER qui permet d'évaluer les performances environnementales d'une exploitation et ainsi étudier les leviers permettant aux agriculteurs de s'adapter au changement climatique.

Eva DZ

«Le problème, ce sont les aléas»

«S'adapter au changement climatique, c'est d'abord sécuriser son système d'exploitation face aux aléas», avance Jean-Christophe Moreau : allonger la durée de pâturage, diversifier les fourrages à stocks, augmenter la production estivale pâturable, suivre la pousse de l'herbe, diversifier les couverts prairiaux, les modes de récolte, prévoir un maximum de parcelle à double usage, adapter les bâtiments en période chaude, planter des arbres pour abriter les animaux... «D'autres changements seront à prévoir dans les années à venir